



# La pauvreté augmente en Europe

Par [Elizabeth Zimmermann](#)

Mondialisation.ca, 05 décembre 2016  
[wsws.org](#) 29 novembre 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Les résultats de l'étude « Social Justice Index 2016 » ont été publiés la semaine dernière par le cercle de réflexion allemand Bertelsmann-Stiftung. Il s'agit d'une étude annuelle sur les conditions sociales en Europe qui est réalisée depuis plusieurs années. Les résultats dressent un réquisitoire accablant contre la politique d'austérité qui est imposée par l'Union européenne (UE) sous la direction de l'Allemagne depuis la crise financière mondiale de 2008 et ce malgré une opposition largement répandue.

Selon cette étude, un citoyen sur quatre est touché par la pauvreté ou l'exclusion sociale. Cela représente au total 118 millions de personnes. Le pourcentage de gens qui sont pauvres bien que travaillant à plein temps est passé en 2015 à 7,8 pour cent, une augmentation de 0,6 pour cent par rapport à 2013. Cela indique qu'un nombre croissant de gens sont employés dans le secteur à bas salaire.

Il en va de même pour l'Allemagne qui arrive en septième place du *Social Justice Index*, bien qu'étant la plus grande puissance économique. Le pourcentage de ceux qui vivent dans la pauvreté en Allemagne bien que travaillant à plein temps est passé de 5,1 pour cent en 2009 à 7,1 pour cent en 2015, un effet du massif secteur à bas salaire qui est apparu suite aux réformes de l'Agenda 2010 et de la mise en place des lois Hartz [réforme de l'assurance chômage] sous le gouvernement SPD-Verts de Gerhard Schröder et de Joschka Fischer.

La montée des « travailleurs pauvres », c'est-à-dire de ceux qui sont incapables de vivre de leur travail, et le risque d'un soulèvement social sont les préoccupations qui tracassent les auteurs de l'étude. C'est ainsi que le président de la Fondation Bertelsmann, Art de Geus, a remarqué, « Un pourcentage croissant de gens ne pouvant vivre de leur travail de manière permanente sape la légitimité de notre ordre économique et social ».

Alors que les auteurs de l'étude s'efforcent d'identifier quelques légères améliorations – telles la baisse du taux de chômage officiel de 10,4 pour cent en 2014 à 9,6 pour cent l'année suivante et une hausse du taux d'emploi de 64,8 à 65,8 pour cent dans l'UE, les chiffres relevés sur le chômage et la pauvreté dénotent une autre tendance.

Dans un bref résumé des résultats, l'étude constate, « Justice sociale en Europe en 2016 : les améliorations reposent sur des bases fragiles ».

Le risque de pauvreté dans l'UE demeure élevé. En 2015, tout comme en 2008, le chiffre était de 23,7 pour cent. La situation des enfants et des jeunes est tout particulièrement critique, notamment en Europe méridionale. L'étude affirme, « Toutefois, sept ans après l'éclatement de la crise économique mondiale, les chances de participation des jeunes gens dans la plupart des pays européens – à quelques exceptions près – se sont substantiellement détériorées par rapport à avant la crise ».

Parmi les 28 États de l'UE, la Grèce reste au bas de l'échelle du *Social Justice Index*. L'écart

entre la Roumanie (classée 27<sup>e</sup>) et la Bulgarie (classée 26<sup>e</sup>) s'est en fait creusé.

Mais même la situation sociale dans les pays d'Europe du Nord, en Suède, en Finlande et au Danemark, qui se situent en première, deuxième et troisième place respectivement, s'est dégradée. « Comparés aux conditions des années 2007-08, ces pays ont enregistré des reculs en matière de justice sociale », précise l'étude.

Le fossé entre l'Europe du Nord et du Sud continue d'être énorme. Cela tient essentiellement aux chiffres horriblement élevés de la pauvreté en Grèce et en Espagne. En Espagne, le taux de pauvreté est de 28,6 pour cent, et en Grèce il est de 35,7 pour cent. Le pourcentage des enfants et des jeunes affectés par la pauvreté dans ces pays est même encore plus élevé.

L'étude accorde une attention toute particulièrement au taux élevé du chômage des jeunes. 4,6 millions de jeunes gens sont chômeurs dans l'UE. En 2015, 20,4 pour cent des jeunes gens n'avaient pas d'emploi, une augmentation de près de 5 pour cent depuis 2008.

Les enfants et les jeunes gens sont également le plus durement touchés par la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est valable pour 25 millions d'enfants et de jeunes de moins de 18 ans. « Dans la grande majorité des États de l'UE, les chances des enfants et des jeunes gens se sont - parfois considérablement - détériorées, indique l'étude. « La situation dans les pays en crise d'Europe méridionale, l'Italie, la Grèce et l'Espagne, tout comme les pays d'Europe du Sud-Est, la Bulgarie et la Roumanie, continue de rester très critique », poursuit-elle.

La Roumanie arrive en tête des pourcentages concernant les enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté avec 45,8 pour cent, suivies par la Bulgarie avec 43,7 pour cent, la Grèce (37,8 pour cent) et la Hongrie (36,1 pour cent). Mais le taux est aussi très élevé en Espagne (34,4 pour cent), en Italie (33,5 pour cent), en Grande-Bretagne (30,3 pour cent) et au Portugal (29,6 pour cent). En Grèce, le pourcentage d'enfants souffrant de privations matérielles a presque triplé depuis 2007. Il est passé de 9,7 pour cent à 25,7 pour cent en raison des diktats d'austérité imposés par la troïka, la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

L'étude révèle, « La privation matérielle signifie que les personnes touchées subissent de graves privations et ne sont plus en mesure de pourvoir financièrement aux besoins élémentaires de la vie quotidienne (c'est-à-dire un appartement convenablement chauffé ou le téléphone) ». Ceci signifie souvent aussi que les familles ne peuvent plus se procurer la nourriture et les médicaments adéquats.

Dans les pays les plus durement affectés par la crise de l'euro, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et le Portugal, le nombre d'enfants souffrant de la pauvreté ou de l'exclusion sociale a augmenté de 1,1 million depuis 2008.

Une autre partie de l'étude met l'accent sur les « NEET » (jeunes sans emploi, éducation ou formation). Ce sont des jeunes gens âgés de 20 à 24 ans qui n'ont pas d'emploi et ne suivent ni études ni formation. Au sein de l'UE, le taux moyen est de 17,3 pour cent par rapport à 15 pour cent en 2008. L'Italie (31,1 pour cent) et l'Espagne (22,8 pour cent) affichent des taux très supérieurs à la moyenne de l'UE.

Le nombre total de jeunes gens touchés par le chômage en Espagne et en Grèce s'élève à près de 50 pour cent. En Italie, il est encore de 40,3 pour cent malgré une légère baisse.

Le nombre élevé de chômeurs et de jeunes démunis et sans perspective d'avenir constitue un réquisitoire accablant contre la politique d'austérité poursuivie des années durant par l'UE. Les gouvernements européens, indépendamment des partis qui les forment, ne connaissent pas d'autre politique que celle de faire passer le fardeau de la crise économique sur les épaules des travailleurs. Les centaines de milliards d'euros utilisés pour renflouer les banques et les entreprises ont été recouverts par la destruction des emplois, la diminution des salaires et la réduction drastique des prestations sociales. Pour ce faire, le gouvernement de la pseudo-gauche Syriza en Grèce a procédé d'une manière particulièrement brutale.

L'étude de la Fondation Bertelsmann a documenté les niveaux de pauvreté au sein de l'UE mais ne dit mot sur ses causes et ceux qui en portent la responsabilité politique. Au lieu de cela, elle en appelle à la Commission de l'UE et aux gouvernements des pays de l'UE afin d'assurer une plus grande justice sociale. Cependant, rien ne pourrait être plus illusoire que d'escompter des gouvernements capitalistes d'Europe l'application d'une politique plus sociale. Les grandes lignes de leur politique est le renforcement de l'appareil d'État à l'intérieur et à l'extérieur du pays et les préparatifs de nouvelles guerres. C'est ainsi qu'ils réagissent aux tensions sociales et à la colère face à l'inégalité sociale.

**Elisabeth Zimmermann**

Article original, WWSWS, paru le 29 novembre 2016

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Elisabeth Zimmermann](mailto:Elisabeth.Zimmermann@wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2016

Articles Par : **[Elisabeth Zimmermann](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)